

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'OPINION POUR TOUS.TES ! Soutien inconditionnel à l'expression de la Campagne BDS France Montpellier et de la Fédération unie de la Libre Pensée

Déclaration commune des organisations de Montpellier attachées à la démocratie et à la liberté d'expression

Les signataires : **ADN34** (Arrêt du Nucléaire), **APJ** (Américains pour la Paix et la Justice), **APLR** (Association des Palestiniens Languedoc-Roussillon), **ATTAC Montpellier**, Campagne **BDS France Montpellier**, **La Carmagnole**, **CCIPPP34** (Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien), **CIMADE** L-R, **CMF** (Collectif des Musulmans de France), **Ensemble 34**, **FULP 34** (Fédération Unie de la Libre Pensée), **FUIQP34** (Front Uni de l'Immigration et des Quartiers Populaires), **CGA – GUF** (Groupe Un autre Futur), **MAN** (Mouvement pour une Alternative non-violente), **PG** (Parti de Gauche), **Podemos** Montpellier, **NPA** (Nouveau Parti Anticapitaliste), **UJFP** (Union Juive Française pour la Paix)

Depuis 2015, BDS France Montpellier est l'objet d'une offensive sans précédent de la part de la Mairie de Montpellier et de la préfecture qui portent gravement atteinte à sa liberté d'expression. La Mairie et la préfecture qui interdisent systématiquement tout stand « solidarité avec la Palestine » Place de la Comédie, verbalisent les militants (plus de 12 PV en 2018), les font convoquer au commissariat au

prétexte « d'occupation illégale de l'espace public » (Plus de 10 auditions), de diffamation, de port de tee-shirt BDS France (plaintes classées sans suite). Ce n'est pas seulement Place de la Comédie mais en tous lieux de la ville où BDS France mène des actions, allant même jusqu'à empêcher l'accès à l'Antigone des associations à une personne au motif qu'elle allait au stand BDS !

Se rajoute à ces éléments le fait qu'à ce même Antigone des associations, les représentants de la Mairie aidés par la police municipale ont demandé à la Libre Pensée, association défendant la laïcité, qu'elle renonce à faire signer sa pétition au prétexte que celle-ci ne conviendrait pas au Maire de Montpellier ! À quatre reprises, ces militants ont dû tenir bon face à ce coup de force.

Nous ne tolérerons pas que Montpellier, réputée pour être une ville universitaire, de recherche, de liberté, de culture, de combat pour la défense des acquis sociaux et ouvriers, puisse s'illustrer, comme les exemples ci-dessus le montrent, comme une ville qui ne respecterait pas la liberté d'expression et d'opinion.

Une demande d'entrevue contresignée par 15 organisations (partis, syndicats, associations) et deux députées, a été adressée à la Mairie de Montpellier pour discuter de ces questions : elles n'ont même pas eu droit à la moindre réponse ! Au coup de force contre la démocratie s'ajoutent l'arrogance et le mépris. Pour un maire qui voulait « rompre avec les anciennes pratiques » et « faire de la politique autrement »...

Pour ces raisons, les signataires appellent à une action de réappropriation de l'espace public en vue de réaffirmer ensemble et en acte, notre liberté d'expression et d'opinion, en marquant notre solidarité avec BDS France Montpellier et la Fédération Unie de la Libre Pensée en participant au RASSEMBLEMENT

***Samedi 1 décembre 2018 de 15h
à 17h30***

Place de la Comédie.

Les signataires : **ADN34** (Arrêt du Nucléaire), **APJ** (Américains pour la Paix et la Justice), **APLR** (Association des Palestiniens Languedoc-Roussillon), **ATTAC Montpellier**, Campagne **BDS France Montpellier**, **La Carmagnole**, **CCIPPP34** (Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien), **CIMADE** L-R, **CMF** (Collectif des Musulmans de France), **Ensemble 34**, **FULP 34** (Fédération Unie de la Libre Pensée), **FUIQP34** (Front Uni de l'Immigration et des Quartiers Populaires), **CGA – GUF** (Groupe Un autre Futur), **MAN** (Mouvement pour une Alternative non-violente), **PG** (Parti de Gauche), **Podemos** Montpellier, **NPA** (Nouveau Parti Anticapitaliste), **UJFP** (Union Juive Française pour la Paix)